



CONTRE LES ATTAQUES DE M. BESCHIZZA, DÉFENDONS L'ÉDUCATION À LA VIE AFFECTIVE ET À LA SEXUALITÉ (EVARS) DANS NOS ÉTABLISSEMENTS !

Dans le cadre d'un clip de campagne pour les municipales visible sur Facebook le lundi 26 janvier 2026, Bruno Beschizza, actuel maire Les Républicains d'Aulnay-sous-Bois, affirme : «Non, et ça je veux insister : je ne veux pas que l'Éducation nationale s'occupe de l'éducation affective ou à la sexualité de nos enfants ! lire, écrire, compter dans de bonnes conditions, voilà ce qui nous importe à nous parents.»

Nous dénonçons fermement ces propos contre l'Education à la Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité. Ces programmes sont un élément essentiel aujourd'hui pour l'émancipation de tou·tes les élèves, pour l'instauration de l'égalité femme homme, et contre les violences sexistes et sexuelles.

Prévus par la loi depuis 2001 et dont les contenus ont été définis au printemps 2025 par le ministère de l'éducation nationale, ces programmes visent à éduquer à l'égalité filles-garçons, à mieux connaître son corps, à gérer ses émotions, apprendre ce qu'est le consentement et à lutter contre les violences sexuelles dont les enfants sont victimes. Or, depuis la publication du décret, et comme à chaque fois que des programmes scolaires vont dans ce sens, les groupes et personnalités politiques les plus réactionnaires déploient un discours rodé accusant l'Education Nationale de développer la soi-disant théorie du genre, d'inciter à l'homosexualité, voire d'apprendre aux élèves certaines pratiques sexuelles, la masturbation... Des accusations grotesques qui visent à affoler, discréditer et empêcher l'Éducation Nationale de mettre en œuvre des programmes qui luttent pour l'égalité, contre les discriminations et pour la sécurité des élèves.

Ces attaques interviennent quelques mois après la tribune d'une adjointe au maire de la ville contre ces mêmes programmes d'Education à la Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité. Dans le journal municipal Oxygène de mars 2025, Sabrina Missour adjointe au maire au logement et à l'habitat collectif accusait l'école «d'endoctriner» et parlait d'une «dérive idéologique préoccupante».

Nous appelons par conséquent M. Beschizza et son équipe municipale à infirmer ces propos qui remettent en cause l'EVARS et compliquent le travail des collègues. Nous soutenons l'ensemble des équipes pédagogiques qui à Aulnay et ailleurs, font dans des conditions difficiles ce travail essentiel d'Education à la Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité. Nous rappelons que M. Beschizza n'a en tant que maire aucune compétence pour définir les contenus d'enseignement dans le service public d'éducation. En revanche, il dispose des pleins pouvoirs pour financer et apporter des solutions aux nombreux problèmes de bâti scolaire existants dans les écoles de la ville.

De la même manière, déjà, nous dénonçons le soutien de Xavier Lemoine aux associations d'extrême-droite anti EVARS qui diffusaient leur propagande dans les écoles de Monfermeil à l'automne dernier.

Rappelons que, maire d'Aulnay-sous-Bois depuis 2014, Bruno Beschizza s'est déjà fait connaître par le passé pour ses prises de positions homophobes. En 2016, il avait tenté de faire interdire dans la commune d'Aulnay-sous-Bois, des affiches de prévention contre les maladies transmissibles mettant en scène deux hommes en train de s'embrasser sous prétexte que ce serait «contraire aux bonnes mœurs et à la moralité».

Plus que jamais, VISA 93 s'oppose à tout discours de discrimination et réaffirme son engagement pour une société où le savoir doit être à la fois émancipateur et aussi non vecteur de haine, de rejet et de repli.